



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

Comité Technique Ministériel et Conseil Supérieur de l'Éducation : un mépris flagrant du ministre pour le dialogue social.

Cette semaine se tenaient deux temps forts dans l'Éducation nationale, à savoir l'étude de la répartition des moyens pour l'année 2019 et la présentation des futurs programmes Lycée applicables à la rentrée 2019.

Dans ces deux instances, la CGT Éduc'action, comme d'autres organisations syndicales ont dénoncé la politique ministérielle d'austérité budgétaire, l'absence totale de concertation et une vision idéologique que le ministre cherche à imposer.

Concernant les moyens 2019, la CGT Éduc'action trouve la dotation du second degré scandaleuse. En effet, la présentation du ministère est une entourloupe inacceptable. Tout en supprimant 2250 emplois d'enseignant-es et 200 ETP de stagiaires, le ministère réinjecte de façon fictive 2085 ETP sous forme d'heures supplémentaires. Cela permet à l'administration de présenter une simple baisse de 365 ETP pour la rentrée 2019. Surtout, au-delà de ces chiffres, le ministère a refusé de fournir des données plus précises pour les dotations académiques, ce qui est inédit. Les représentant-es des personnels sont ainsi dans l'incapacité de connaître exactement les dotations de moyens pour chaque académie et donc de travailler sereinement.

Dans le même temps, au CSE, le ministère n'a pas souhaité présenter de façon globale les programmes Lycées. En effet, ni la présidente du CSP ni les IGEN n'étaient présent-es afin d'expliquer leur conception ou de répondre aux questions des organisations syndicales. Face à ces conditions de travail scandaleuses qui perdurent malgré nos remarques, la CGT Éduc'action a voté contre les projets présentés puis a quitté, avec d'autres partenaires sociaux, cette séance marathon pour signifier sa profonde opposition au ministre.

Plus que jamais, la CGT Éduc'action considère que la politique du ministre est largement rejetée par la communauté éducative et qu'il persiste à travailler seul contre les personnels et les élèves. La débauche de moyens de communication dont il use ne permet plus de masquer sa volonté d'imposer une École soumise aux restrictions budgétaires, une idéologie rétrograde, une mise au pas pédagogique des personnels. Plus que jamais, la CGT Éduc'action s'oppose à cette politique et aux contre-réformes qui cassent l'École (lycées, enseignement professionnel, orientation...). Dans ces conditions, elle appelle les personnels à poursuivre la mobilisation pour faire reculer le gouvernement et faire gagner nos revendications.

Montreuil, le 20 décembre 2018